



## Académie des sciences d'outre-mer

### *Les recensions de l'Académie*<sup>1</sup>

***Les islamistes tunisiens : entre l'Etat et la mosquée* / Séverine Labat  
éd. Demopolis, 2013  
cote : 59.626**

La Tunisie est le premier Etat où, depuis 2011, un parti islamiste a perdu aux élections; en effet, en 2014, le parti islamiste Annahda a été battu lors du renouvellement des députés au parlement tunisien par un parti démocratique Nidaa Tounes; l'ouvrage de Mme Labat est consacré aux luttes parlementaires et lors des manifestations de rues entre Al Nahda et les partis démocratiques tunisiens et entre Al Nahda et ses faux amis salafistes.

Les raisons de la révolte populaire en Tunisie résident dans le fait que, malgré la dépolitisation générale de la population, suite à plusieurs décennies de dictature, la jeunesse (42% des Tunisiens ont moins de 25 ans) a voulu recouvrer la liberté, la dignité et la reconnaissance qui lui étaient refusées. L'immolation d'un pauvre vendeur de légumes opprimé, Mohamed Bouazizi (17 décembre 2010) a été le moteur de l'insurrection générale; la Tunisie des steppes, frondeuse et délaissée, a fait une violente irruption dans la Tunisie des villes côtières, modernistes, défendant l'ordre établi, où l'élite urbaine est accusée d'être affiliée au « Hizb Faransa » (parti francophone et francophile). Le pillage des supermarchés, les attaques contre les ambassades de France et des Etats-Unis, ont été menés par les salafistes, qui avaient été réprimés depuis le renvoi du Premier ministre islamiste Ben Youssef par le Président Bourguiba. En ce qui concerne les étudiants, il semble que des O.N.G., subventionnées par l' « American National Endowment for Democracy » les aient aidés à structurer leur mouvement; il ne faut pas oublier que 70% de l'équipement de l'armée tunisienne est américain.

Rachid Ghannouchi, le fondateur du parti Annahda, de son vrai nom Rachid Kheriji, est né à El Hamma en 1941; diplômé de la Zitouna, il suit des cours au Caire à la faculté d'Agriculture, puis à Damas où il obtient une licence de philosophie; à Paris, en 1968, il fréquente le Tabligh. De retour en Tunisie, il fonde le Mouvement Tendance Islamique (MTI) qui organisera des actions violentes. Condamné à mort en 1987, il est gracié un an plus tard par le président Ben Ali en même temps que 10.000 autres islamistes; il s'exile en Algérie, d'où il est expulsé en 1991; il gagne alors la Grande Bretagne où il devient une figure connue du Londonistan qui coordonne les campagnes de prosélytisme islamique dans le monde. Il devient membre du Conseil Européen pour la Fatwa et la Recherche de Dublin, que dirige l'imam égyptien Al Qaradawi, porte-parole des Frères Musulmans ainsi que de « l'International Union of Muslim Scholars », également présidée par Al Qaradawi. A l'époque, l'objectif de R. Ghannouchi est la réinstauration du Califat; pour cela, il ne



<sup>1</sup> Les recensions de l'Académie de [Académie des sciences d'outre-mer](http://www.academieoutremer.fr) est mis à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 non transcrit](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/).  
Basé(e) sur une oeuvre à [www.academieoutremer.fr](http://www.academieoutremer.fr).



## Académie des sciences d'outre-mer

séparera plus la politique de la Daawa (engagement religieux, que l'on traduit parfois par « pastorale »). Revenu en triomphateur en 2011 à Tunis, il proclame haut et fort que « la Tunisie, par l'article 1 de sa constitution est un Etat islamique ». En novembre 2011, il est reçu comme un Chef d'Etat en Algérie.

Le Parti Annahda légalisé avait obtenu une majorité relative au Parlement le 1<sup>er</sup> mars 2011, après avoir proclamé que « Voter Annahda, c'est choisir le camp d'Allah ». Ce parti va s'employer à soutenir des actions sociales au nom de la religion comme l'organisation de mariages collectifs à l'intention des couples pauvres. Mais il va aussi se livrer à une chasse aux sorcières contre les opposants, menant une politique d'épuration dans la magistrature (80 juges démis), la diplomatie, les mass media, l'administration préfectorale et même parmi les cadres religieux. Son antiféminisme apparaît dans le « principe de complémentarité » où la femme devient simple auxiliaire de l'homme; le mariage coutumier (« urfi ») est à nouveau en vogue jusqu'à ce qu'il soit disqualifié par le Mufti de la République en avril 2013. La députée nahdawi Souad Abderrahmane condamne les mères célibataires « qui n'ont pas le droit d'exister, ni leurs enfants » (sic). Ce parti majoritaire va subir deux échecs, l'un économique; malgré les pétrodollars du Qatar qui soutient Annahda, le populisme islamiste se montre inapte dans le domaine économique, mais aussi social et culturel. Le deuxième échec vient de la lutte entre Annahda et les salafistes, en dépit de la politique menée par R.Ghannouchi qui les ménageait au point qu'en mai 2013, le Premier ministre Ali Larayegh accusera le mouvement salafiste menant des actions terroristes, « Ansar Echcharia », d'illégalité. Le proverbe populaire de circonstance paraît justifié : « Grand-père destourien, père nahdaoui, fils salafiste »!

Ces salafistes, précisément, qui sont-ils? De différents milieux, petits commerçants de quartiers victimes de la crise, jeunes faubouriens, diplômés d'Arabie saoudite mais aussi marginaux, délinquants, criminels, encadrés par des prêcheurs qaïdistes qui veulent faire appliquer une Charia extrémiste et diffusent des reportages sur l'égorgeage de prisonniers ou d'otages. A Kairouan, on les avait vu scander : « Obama, nous sommes tous des Oussama! »; c'est que pour ces antioccidentaux, la défense du sacré passe avant la liberté. Leur mépris pour la condition des femmes a reçu malheureusement le soutien du Président Moncef lui-même, qui apparut en burnous dans une émission d'Al Jazirah, le 25 mars 2013, dans laquelle il critiqua les femmes non voilées ; les Tunisiens l'appellent d'ailleurs « tartour » (clown). Les salafistes s'en prirent à des touristes étrangers en mai et en août 2012, assaillirent l'ambassade des Etats-Unis le 14 septembre 2012, arrachant les drapeaux américains pour les remplacer par le drapeau noir islamiste (bilan : 4 morts, une dizaine de blessés). Ils attaquent aussi leurs compatriotes, en priorité les membres des confréries maraboutiques, brûlant leurs sanctuaires populaires sous prétexte de pratiques religieuses préislamiques, mais aussi les intellectuels, les universitaires; notamment le doyen de la Faculté des Lettres de l'Université de la Manouba, Habib Kazdaghli, agressé par une étudiante voilée qui l'accusera en justice de l'avoir frappée! Leur mouvement a également assassiné le syndicaliste Chokri Belaïd. En juillet 2011, un de leurs gangs s'en prenait à la cinéaste tunisienne Nadia Al Fani qui projetait son film *Laïcité Inch'Allah*. Alors qu'au Kef, des femmes « niqabées » (terme tunisien) distribuent des tracts contre l'armée nationale, plusieurs milliers de Tunisiens s'engagent comme mercenaires dans le Front Al Nosra et Daech; l'un d'entre eux avait dynamité la mosquée chiite Al Askariyya à Samarra (Irak).



## *Académie des sciences d'outre-mer*

Ces actions terroristes entraînent des réactions de la part des partis démocratiques. Yadh Ben Achour rappelle avec sagesse que : « Les Tunisiens ont vécu la religion comme un élément de libération, de cohésion locale, de spiritualité. Ils la vivent aujourd'hui comme un cancer qui dévore le corps social... Allah ne voudra plus de la Tunisie ». Il avait regretté que « la Tunisie des élections soit devenue bien différente de la Tunisie de la révolution »; il est devenu plus optimiste après les résultats des élections de 2014. La courageuse universitaire Faouzia Charfi s'était insurgée contre le projet d'islamisation de la société et de la théocratisation de l'Etat; des manifestations de rue avaient empêché le Parti Annahda d'obtenir le versement d'indemnités aux prisonniers terroristes.

Cet ouvrage montre bien que les forces politiques en présence en Tunisie sont diversifiées et que les mouvements islamistes, opposés entre eux, n'ont pas su obtenir une majorité absolue qui leur aurait permis de conserver le pouvoir par des moyens légaux; le peuple tunisien a pu en tout cas éviter un coup de force comme celui qui a ramené l'armée au pouvoir en Egypte afin de destituer un président en exercice. La Tunisie ouvre la voie de la démocratie dans cette région du monde.

Un glossaire, page 261, une bibliographie de 47 ouvrages, pages 262 à 265 et une chronologie (pages 255 à 260) des événements du 20 mars 1956 (date de l'indépendance) au 30 octobre 2013 (attentats de kamikazes à Sousse et à Monastir) sont bien utiles pour compléter une information de qualité.

**Christian Lochon**